

**ITM-SST 1514.3**

## Prescriptions de sécurité et de santé types

### DISPOSITIONS SPECIFIQUES

#### Services d'éducation et d'accueil pour enfants non-scolarisés et structures d'accueil de nuit pour enfants en bas âge

*Les présentes prescriptions comportent 13 pages*

#### Sommaire

Article		Page
1	Objectifs et domaine d'application	2
2	Définitions	2
3	Implantation	3
4	Aménagements extérieurs	3
5	Construction	4
6	Aménagements intérieurs	4
7	Compartimentage	7
8	Evacuation de personnes, issues et dégagements intérieurs	8
9	Eclairage	9
10	Désenfumage (Evacuation de fumée et de chaleur)	10
11	Installations techniques	10
12	Installations au gaz	10
13	Installations électriques	10
14	Prévention de panique en cas d'alarme	11
15	Moyens de secours et d'intervention	12
16	Registre de sécurité	13
17	Réception et contrôles	13

Direction, Département Sécurité et Santé

Adresse postale : Boîte postale 27 L- 2010 Luxembourg Bureaux : 3, rue des Primeurs L-2361 STRASSEN Tél : 2478-6213 Fax: 40 60 47

Site Internet : <http://www.itm.lu>

## **Article 1. - Objectifs et domaine d'application**

### **1.1. Généralités**

Les établissements figurant à l'intitulé sont soumis aux dispositions générales, ITM-SST 1501 – Bâtiments bas ou 1502 – Bâtiments moyens et aux présentes dispositions.

### **1.2. Domaine d'application**

1.2.1. Les présentes prescriptions fixent les conditions minimales de sécurité et de santé par rapport au personnel, aux enfants et au public, auxquelles doivent répondre la conception, la construction et l'aménagement des services d'éducation et d'accueil pour enfants non-scolarisés et des structures d'accueil de nuit des enfants en bas âge. Pour l'exploitation des établissements sont également à considérer d'autres législations comme p.ex. la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique dans la version la plus récente.

1.2.2. Des allègements ou dispenses aux présentes prescriptions peuvent être accordés au cas par cas, mais uniquement si des mesures de rechange garantissant une protection au moins équivalente sont prises.

Ces mesures de rechange doivent être reconnues comme garantissant un niveau de sécurité équivalent par un organisme de contrôle et acceptées comme telles par l'Inspection du travail et des mines.

1.2.3. Les présentes prescriptions ne sont applicables que pour les établissements ainsi que pour les installations connexes à ceux-ci et faisant partie intégrante du dossier de demande d'autorisation, respectivement couvert par l'autorisation d'exploitation et ne couvre pas les activités organisés en dehors du périmètre couvert par l'autorisation d'exploitation.

### **1.3. Mise en sécurité d'établissements existants**

1.3.1. À l'occasion de la mise en sécurité d'un établissement existant, il peut être suppléé à certaines prescriptions réglementaires d'ordre architectural, matériel ou technique, avec accord préalable avec l'Inspection du travail et des mines, à condition toutefois:

- que des mesures de rechange soient prises garantissant une protection au moins équivalente,
- que celles-ci ne soient pas assorties de façon prédominante ou exclusive de moyens d'organisation ou de comportement incontrôlables et faillibles,
- qu'il ne subsiste aucun risque à qualifier d'inacceptable,
- que les possibilités de mise à l'abri et d'évacuation des personnes soient prioritairement assurées.

## **Article 2. - Définitions**

2.1. « Établissement » : L'ensemble cohérent des bâtiments, installations et aménagements intérieurs et extérieurs destinés exclusivement ou occasionnellement au déroulement d'une activité assujettie.

2.2. « Enfant non-scolarisé » : Chaque enfant en bas âge, non soumis à l'obligation scolaire (y inclus les enfants ayant l'âge pour fréquenter l'école précoce). Dans le présent document, le terme « enfant » sera utilisé comme synonyme pour le terme « enfant non-scolarisé ».

Loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire :

*« [...] Art. 7. Tout enfant habitant le Luxembourg âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'École. Cette obligation s'étend sur douze années consécutives à partir du premier septembre de l'année en question. [...] »*

Loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental :

*« [...] Art. 18. Chaque enfant habitant le Grand-Duché et âgé de trois ans révolus avant le 1<sup>er</sup> septembre peut fréquenter une classe d'éducation précoce dans une école de sa commune de résidence. L'admission se fait en principe au début de l'année scolaire sur demande écrite des parents adressée à l'administration communale avant le 1<sup>er</sup> avril. Le conseil communal peut également décider des admissions au début du deuxième et du troisième trimestre. [...] »*

2.3. « Service d'éducation et d'accueil » : tout établissement soumis à l'agrément gouvernemental au sens du projet de règlement grand-ducal concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants par le Ministère de la Famille.

2.4. « Service d'accueil de nuit » : tout établissement qui a pour objet l'accueil et la prise en charge éducative avec hébergement d'enfants de moins de 4 ans dans des infrastructures professionnelles.

2.5. « Espace d'attente sécurisé » : Espace disposant d'une taille suffisante, pouvant accueillir l'effectif total de personnes de l'établissement, compartimenté coupe-feu par rapport aux autres unités d'exploitation de l'établissement, se trouvant au niveau d'évacuation des enfants et servant d'espace d'attente sécurisé afin de pouvoir organiser l'évacuation de l'établissement. Cet espace peut être utilisé lors de l'exploitation normale de l'établissement. Peuvent également être considéré comme espace d'attentes sécurisées au sens de la présente prescription, tout espace couvert ouvert accolé à l'établissement, comme p.ex. balcons, terrasses, etc.

### **Article 3. - Implantation**

3.1. Les locaux destinés à recevoir des enfants, ne peuvent se situer à plus d'un étage d'un niveau qui permet de gagner soit de plain-pied la voie publique, soit de plain-pied un espace extérieur qui donne sur la voie publique.

### **Article 4. - Aménagements extérieurs**

4.1. Il doit être garanti que les enfants ne puissent quitter l'enceinte de l'établissement.

4.2. La circulation, le stationnement et l'arrêt des véhicules de tout genre dans l'enceinte de l'établissement doivent se dérouler dans le respect des règles en vigueur sur la voie publique et doivent être adaptées à l'activité exercée dans l'établissement. Les voies de circulation accessible aux véhicules ne peuvent pas servir d'aire de jeux.

4.3. Aires de sports et de jeux en plein air :

4.3.1. Les aires de jeux doivent respecter la norme EN 1176.

4.3.2. Le sol des aires de jeux doit être aménagé conformément à la norme EN 1176, respectivement la norme EN 1177. En dessous et autour des équipements de jeux, le sol doit être recouvert d'un matériau mou ou élastique. Indépendamment de la hauteur de chute, les revêtements tels que le béton, asphalté ou autres matériaux bitumineux ne doivent pas être utilisés dans la zone d'impact autour d'un équipement de jeu.

4.3.3. Les fondations et autres aménagements d'ancrage durs doivent être recouverts ou protégés.

4.3.4. Les aires de sports et de jeux et tous ses équipements, agrès et installations doivent être contrôlés régulièrement par un service compétent. Tous les défauts, dérangements ou facteurs de risques quelconques doivent être éliminés sans délai.

4.4. La plantation de haies ou d'arbustes épineux ou vénéneux n'est pas autorisée.

4.5. En cas d'installation de clôtures, de portails, respectivement de garde-corps, ceux-ci doivent avoir une hauteur minimale de 1 m et être réalisés de manière qu'on ne puisse y grimper, s'y coincer un doigt ou un pied, engager la tête dans une ouverture ou passer en-dessous. L'espacement des barreaux verticaux ne doit dépasser 8,9 cm.

4.6. Garde-corps et mains courantes

En aggravation de l'article 4.3.6. des dispositions générales, une main courante supplémentaire pour enfants doit être placée à une hauteur d'au moins 50 cm et d'au plus 60 cm dans les escaliers accessibles aux enfants. Le diamètre de cette main-courante doit être supérieur à 3 cm et inférieur à 4,5 cm.

Pour la conception et le calcul des garde-corps il y a lieu d'appliquer la norme française NF P 01 - 012 la plus récente en date ou toute autre norme au moins équivalente.

En aggravation de la norme française NF P 01 – 012 concernant les dimensions des garde-corps, l'espacement des barreaux verticaux ne doit dépasser 8,9 cm.

4.7. Les façades, respectivement les murs, des espaces extérieurs accessibles aux enfants ne peuvent pas être revêtu avec du crépis jusqu'à une hauteur de 2 m.

## **Article 5. - Construction**

5.1. En aggravation de l'article 5.1.1. des dispositions générales pour les bâtiments bas de type A, toutes les parties du gros-œuvre (murs, piliers, poutres, planchers, dalles, etc.) doivent répondre aux exigences statiques et aux exigences de résistance au feu requises pour assurer une stabilité au feu de 60 minutes (R60).

## **Article 6. - Aménagements intérieurs**

6.1. Les conditions climatiques à l'intérieur des établissements doivent être telles que les occupants puissent se sentir à l'aise et qu'il n'y ait pas de risque d'atteinte à leur intégrité physique.

6.2. Acoustique

Le niveau du bruit et des perceptions acoustiques dans les établissements doit être tenu dans des limites telles que les personnes ne puissent se sentir incommodées et qu'il n'y ait aucun risque de nuisance ou d'atteinte à leur intégrité physique.

Dans les espaces à activités essentiellement administrative, la moyenne des niveaux d'exposition au bruit ne doit pas dépasser 50 dB(A).

De plus, le temps de réverbération pour les locaux destinés au séjour prolongé des enfants ne doit pas dépasser 1 s.

Les mesures et moyens à mettre en œuvre pour limiter le niveau du bruit aux valeurs fixées, sont dans l'ordre de leur mise en application:

- le choix adéquat du lieu d'implantation, du mode de construction, des matériaux, des équipements et des installations,
- l'élimination ou la diminution des sources de bruit,
- la protection ou le blindage des sources de bruit par des aménagements ou dispositifs d'amortissement ou d'absorption,
- la coupure ou l'atténuation de la transmission du bruit par des mesures d'isolation et d'insonorisation adéquates,
- la réduction des temps d'exposition.

6.3. La hauteur libre minimale sous plafond des locaux destinés au séjour et au repos des enfants, ainsi que les locaux servant comme lieu de travail (p.ex. bureau), doit être de 2,50 m au moins.

Les locaux mansardés, destiné au séjour et au repos des enfants ainsi que les locaux servant comme lieu de travail, doivent disposer d'une hauteur minimale de 2,50 m sur au moins 2/3 de la surface et une hauteur minimale de 1,80 m sur au plus 1/3 de la surface. Les surfaces de ces locaux disposant d'une hauteur inférieure à 1,80 m, ne sont pas à considérer pour le calcul qui précède.

La hauteur libre minimale sous plafond des locaux sanitaires doit être de 2,30 m au moins.

#### 6.4. Garde-corps et mains courantes

En aggravation de l'article 6.5.3 des dispositions générales, une main courante supplémentaire pour enfants doit être placée à une hauteur d'au moins 50 cm et d'au plus 60 cm dans les cages escaliers accessibles aux enfants. Le diamètre de cette main-courante doit être supérieur à 3 cm et inférieur à 4,5 cm.

En aggravation de la norme française NF P 01 – 012 concernant les dimensions des garde-corps, l'espacement des barreaux verticaux ne doit dépasser 8,9 cm.

Des barrières non-ouvrables aux enfants doivent être installées dans les cages d'escaliers.

6.5. Les matériaux, le placage, le revêtement et la peinture du mobilier ainsi que des jouets et matériels didactiques, surtout s'ils sont manipulés par des enfants, doivent être dépourvus de tout risque, tant du point de vue mécanique qu'en ce qui concerne les dangers d'intoxication ou d'émanations nocives, à l'état normal ou sous l'influence d'agents tels que l'humidité et la chaleur.

Dans les locaux accessibles aux enfants, les parois ne peuvent pas être revêtu avec du crépis jusqu'à une hauteur de 2 m.

6.6. Le mobilier (y inclus les tables à langer) doit être choisi et mis en place de façon à correspondre aux critères d'ergonomie lors de leur utilisation.

6.7. Les équipements et endroits pouvant comporter des risques de blessures en cas de heurt, de chute, de coincement ou de brûlures, (tels que les radiateurs, les bancs et bacs à fleurs, les armoires et vitrines suspendues, les portes, les zones ouvertes sous escaliers, etc.) et placés dans les voies de circulation et dans les lieux de séjour, doivent être masqués, cachés, protégés ou être aménagés de façon à éviter tout risque lors de l'exploitation.

6.8. Dans les locaux accessibles aux enfants, la température de l'eau chaude devra être limitée à une température qui ne peut être supérieure à 40 °C.

Les radiateurs ayant une température supérieure à 60 °C doivent être protégés pour éviter tout risque de brûlure pour les enfants.

6.9. Les fenêtres dans les pièces accessibles aux enfants doivent disposer d'un système pour éviter l'ouverture par les enfants.

Les portes donnant accès à la voie publique doivent être équipées d'un système de fermeture pour les portes tout en respectant l'article 8.6. de la présente prescription.

6.10. Les jouets destinés aux enfants doivent respecter la directive 2009/48/CE du parlement européen et du conseil du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets, transposé en droit national par la loi du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets.

6.11. Equipements de jeux à l'intérieur :

6.11.1. Les équipements de jeux doivent respecter la norme EN 1176.

6.11.2. Le sol autour les équipements de jeux doit être aménagé conformément à la norme EN 1176, respectivement la norme EN 1177.

6.11.3. Les aménagements d'ancrage durs doivent être recouverts ou protégés.

6.11.4. Les équipements de jeux doivent être contrôlés régulièrement par un service compétent. Tous les défauts, dérangements ou facteurs de risques quelconques doivent être éliminés sans délai.

6.12. Hygiène

Les différents locaux, les jouets, tables à langer, tables de repas, etc. doivent être nettoyés et/ou si nécessaire désinfectés régulièrement tout en utilisant des produits adéquats.

La pose d'un tapis-plein n'est pas conseillé comme revêtement intérieur.

Chaque établissement doit établir un plan d'hygiène selon les règles de l'art, reprenant les différentes procédures de nettoyage et de désinfection, ainsi que les produits à utiliser.

Les exploitants de l'établissement doivent s'assurer que le personnel en charge du nettoyage et de la désinfection dispose d'une formation adéquate en matière d'hygiène.

Des lavabos hygiéniques équipés de distributeurs de savon liquide et d'un désinfectant sont à prévoir dans les stations d'hygiène, ainsi que dans les cuisines professionnelles.

Les produits de nettoyage et de désinfection sont à installer hors portée des enfants.

Les brosses à dents sont à changer régulièrement et sont à conserver individuellement dans un gobelet pour chaque enfant.

Des essuies mains à usage unique doivent être disponibles près des stations d'hygiène.

Les langes usés sont à déposer dans des poubelles hermétiquement fermées. Elles sont à vider tous les jours.

Les bacs de jeux de sable sont à protéger. Le sable est à changer régulièrement, ceci au moins une fois par an et lors de souillures importantes.

## **Article 7. - Compartimentage**

7.1. Le bâtiment doit être compartimenté coupe-feu suivant les variantes ci-dessous :

### 7.1.1. Variante 1 :

Chaque niveau destiné à recevoir des enfants doit comporter au minimum deux compartiments secondaires, permettant une évacuation horizontale. Les compartiments secondaires sont à compartimenter coupe-feu 60 minutes (EI 60) par des parois et par des portes de qualité coupe-feu et coupe-fumée 30 minutes au moins (EI 30-S).

Compte tenu de la spécificité des établissements traités ici, établissement pouvant accueillir des enfants de moins de 4 ans, le principe d'évacuation pour les enfants est de les transférer du compartiment sinistré vers le ou les compartiments voisins. Le personnel sera chargé d'organiser cette évacuation horizontale. Il devra être formé et entraîné à cette pratique qui est essentielle et primordiale pour le sauvetage des enfants en cas de sinistre.

Chaque compartiment secondaire doit disposer au moins d'une sortie de secours indépendante, permettant à tout occupant de l'établissement une évacuation rapide et sûre vers la voie publique de plain-pied ou par l'intermédiaire d'un escalier. Au moins un des escaliers d'évacuation par niveau doit être un escalier de secours réglementaire. Tout escalier d'évacuation doit disposer des marches pleines anti-dérapantes.

En allègement aux articles 7.2.3. et 7.4.1. des dispositions générales pour les bâtiments bas et pour les bâtiments moyens, les niveaux entre eux et les cages d'escaliers ne doivent pas être compartimentés coupe-feu. Toutefois, au maximum trois niveaux peuvent être mis en communication, si le total des surfaces communicantes ainsi ne dépasse pas 600 m<sup>2</sup>.



### 7.1.2. Variante 2 :

Pour les bâtiments bas ne disposant pas de deux compartiments secondaires par niveau et n'ayant qu'un chemin d'évacuation par niveau, ce dernier doit être compartimenté coupe-feu 60 minutes (REI 60) pour les parois et coupe-fumée 30 minutes pour les portes par rapport aux autres unités d'exploitation de l'établissement. Dans le cadre d'un bâtiment moyen, le chemin d'évacuation doit être compartimenté coupe-feu 90 minutes (REI 90) pour les parois et coupe-feu et coupe-fumée 30 minutes (EI 30-S) pour les portes par rapport aux autres unités d'exploitation de l'établissement.

Les différents niveaux sont à compartimenter coupe-feu entre eux.

L'établissement doit disposer d'un espace d'attente sécurisé au niveau d'évacuation. Cet espace d'attente sécurisé est à compartimenter coupe-feu 60 minutes (EI 60) pour les parois et par des portes de qualité coupe-feu et coupe-fumée 30 minutes au moins (EI 30-S). Il doit disposer au moins d'une sortie de secours, permettant une évacuation rapide et sûre vers la voie publique.

7.1.3. Des concepts de compartimentage et d'évacuation autres que ceux mentionnés ci-dessus doivent être soumis à l'Inspection du travail et des mines, qui indiquera les mesures complémentaires à mettre en œuvre.

7.2. Pour éviter un retour de flammes dans le plan horizontal et vertical entre l'espace d'attente sécurisé et les compartiments voisins, les façades doivent comporter un élément de construction résistant au feu, satisfaisant 30 minutes au moins au critère pare-flamme (E 30) sur une largeur, respectivement sur une hauteur de 1 m.

En présence d'une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée sur toutes les surfaces il n'y a pas lieu de prévoir ces éléments de façade.

7.3. Les spécifications de l'article 7.5. des dispositions générales concernant le compartimentage coupe-feu des locaux à risques sont d'application.

7.4. En allègement à l'article 7.5.1. des dispositions générales, les buanderies ayant une puissance nominale inférieure à 10 kW peuvent être considérées comme des locaux à faibles risques.

7.5. Divers locaux de stockage d'une surface totale inférieure à 80 m<sup>2</sup> peuvent former un seul compartiment coupe-feu, à compartimenter conformément à l'article 7.5.1. des dispositions générales.

## **Article 8. - Evacuation de personnes, issues et dégagements intérieurs**

8.1. En aggravation de l'article 8.3.2. des dispositions générales, la porte la plus éloignée d'un local situé en cul-de-sac et pouvant recevoir des enfants devra être située à une distance inférieure à 10 m d'une sortie de secours ou d'un compartiment secondaire.



8.2. Pour l'évacuation des enfants, le nombre du personnel est à calculer en fonction de 1 personne par 4 enfants âgés de deux ans ou moins, susceptibles d'être présents dans l'établissement et de 1 personne par 8 enfants âgés de plus de deux ans, susceptibles d'être présents dans l'établissement.

Si des moyens de transports adéquats pour enfants sont à disposition (comme lits à grandes roulettes), la relation de 1 personne par 4 enfants peut être allégée sous condition que l'évacuation horizontale soit garantie vers un compartiment secondaire, respectivement vers un espace d'attente sécurisé. Toutefois, la largeur des passages de circulation doit correspondre au moins à la largeur des moyens de transport.

Les établissements dans lesquels les groupes d'enfants âgées de plus de 3 ans (enfants remplissant les conditions d'admission à l'école précoce) sont encadrés séparément, le nombre du personnel est à calculer en fonction de 1 personne par 12 enfants.

8.3. En allègement à l'article 8.4.1. des dispositions générales, les couloirs et les corridors doivent avoir une largeur minimale libre de 1 m.

8.4. En allègement à l'article 8.7.1. des dispositions générales, les portes à simple vantail doivent avoir une largeur minimale libre de 0,80 m.

8.5. En allègement à l'article 8.8.1. des dispositions générales, les escaliers doivent avoir une largeur minimale libre de 1 m.

8.6. Les sorties de secours doivent pouvoir être ouvertes sans délai à tout moment par chaque membre du personnel.

8.7. En allègement à l'article 8.1.10. des dispositions générales, les locaux techniques peuvent se situer en 2<sup>ème</sup> position en passant par divers locaux de stockage d'une surface totale inférieure à 80 m<sup>2</sup> (article 7.5. de la présente prescription).

## **Article 9. - Eclairage**

9.1. Les locaux destinés au séjour et au repos, ainsi que les lieux de travail occupés régulièrement, doivent disposer en plus de la lumière naturelle, d'un éclairage artificiel permettant aux occupants de se déplacer et d'effectuer leur activité dans de bonnes conditions de sécurité et de santé, sans éblouir les occupants.

9.2. L'ouverture nette des fenêtres pour les locaux de séjour des enfants doit être au minimum d'1/10<sup>ème</sup> de la surface du local. Ces fenêtres doivent être disposées verticalement.

9.3. En aggravation de l'article 9.3.2. des dispositions générales, chaque local destiné à recevoir des enfants doit disposer d'un éclairage de sécurité d'ambiance. Cet éclairage de sécurité d'ambiance est à réaliser conformément à l'article 9.3. des dispositions générales.

9.4. L'éclairage naturel, artificiel ou mixte des espaces et locaux doit être adapté aux activités respectives :

<b>Genre d'activité</b>	<b>Intensité lumineuse nominale [Lux] (*)</b>
Voies de circulation extérieures	20
Voies de circulation intérieures	100
Réfectoires, locaux de repos, salles de pause	100
Bureaux	500
Locaux de premier secours	500
Locaux techniques	100
Locaux de séjour sans travail intellectuel	300
Locaux de séjour avec travail intellectuel	500
Dortoirs	300
Toilettes, douches, lavabos	100
Vestiaires	100
Salles à manger, cantines, restaurants scolaires	200
Cuisines de réchauffement	300
Cuisines de production	500

(\*) « L'Intensité lumineuse nominale » mesurée en Lux est l'intensité lumineuse moyenne d'un lieu de travail, mesurée lorsque l'installation d'éclairage artificiel a atteint sa moyenne d'âge.

9.5. L'éclairage artificiel est à tenir dans un parfait état d'entretien et de fiabilité. Les fenêtres et autres éclairages naturels sont à tenir dans un état de propreté de façon à ce qu'une vue sur l'extérieur soit garantie.

#### **Article 10. - Désenfumage (Evacuation de fumée et de chaleur)**

10.1. En allègement à l'article 10.2.2. des dispositions générales pour les bâtiments bas comportant des locaux à sommeil (dortoirs pour enfants dans les structures d'accueil sans hébergement) au 1<sup>er</sup> étage, les cages d'escaliers ne doivent pas être désenfumées.

10.2. Les cages d'escaliers non-compartmentées coupe-feu (cages d'escaliers selon l'article 7.1.1. de la présente prescription) ne doivent pas être désenfumées.

#### **Article 11. - Installations techniques**

Voir dispositions générales ITM-SST-1501 et ITM-SST-1502.

#### **Article 12. - Installations au gaz**

Voir dispositions générales ITM-SST-1501 et ITM-SST-1502.

#### **Article 13. - Installations électriques**

13.1. Dans les locaux fréquentés par les enfants, les installations électriques (les prises, les prolongateurs et fiches à raccordement multiples, etc.) doivent être sécurisées pour éviter des risques comme par exemple l'électrocution, l'étranglement, etc.

13.2. L'alimentation électrique des machines, appareils, installations et équipements accessibles au personnel, aux enfants et au public doit être protégée par des disjoncteurs différentiels déclenchant au plus tard en présence d'un courant de défaut de 0,03 A.

## **Article 14. - Prévention de panique en cas d'alarme**

### **14.1. Formation du personnel**

14.1.1. La formation des membres du personnel en matière de sécurité et d'évacuation doit être organisée suivant les besoins respectifs par l'exploitant.

14.1.2. Chaque membre du personnel doit recevoir une formation à la fois suffisante et adéquate à la sécurité et à la santé, notamment sous forme d'informations et d'instructions.

La formation prévue au paragraphe précédent doit se dérouler durant le temps de travail, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de l'établissement.

14.1.3. Les formations ne peuvent en aucun cas entraîner des charges financières pour le personnel. Elles doivent être adaptées à l'évolution des risques et à l'apparition de nouveaux risques; elles doivent être répétées périodiquement si nécessaire.

14.1.4. Les programmes de formation portent dans les grandes lignes sur notamment:

- la manutention manuelle et mécanique de charges,
- les moyens et mesures de sécurité mis en œuvre, notamment en matière de prévention des incendies et de la panique,
- la signalisation de sécurité et le contrôle du dégagement permanent des issues,
- la prévention générale des accidents et les moyens et mesures inhérents à la sécurité du travail, de même que les moyens de protection individuelle ou collective,
- l'hygiène et l'emploi des substances et produits dangereux,
- les moyens et mesures à mettre en œuvre afin de maintenir la sécurité, constater et remédier aux situations et comportements dangereux,
- le concours à d'éventuelles opérations d'évacuation, de secours et d'intervention simples.

14.1.5. Pendant les heures d'ouverture de l'établissement, au moins une personne ayant reçu une formation sur les premiers secours et l'emploi des extincteurs portatifs d'incendie doit se trouver en permanence dans l'établissement.

### **14.2. Exercices d'évacuation**

14.2.1. Un exercice d'évacuation doit être organisé au moins deux fois par an.

14.2.2. Des précautions particulières doivent être prises et la préparation aux exercices d'évacuation doit être judicieuse et progressive, afin que tout risque d'émotion préjudiciable soit évité aux enfants.

14.2.3. L'exploitant doit dresser après chaque exercice d'évacuation un rapport sur son déroulement comprenant des remarques éventuelles. Ce rapport est à intégrer au registre de sécurité.

14.3. Pendant les heures d'ouverture de l'établissement, l'exploitant est tenu d'entretenir une liste de présence des membres du personnel et des enfants présents dans l'établissement. En cas d'alarme dans l'établissement, cette liste sert à l'appel nominal et au recensement des présences au point de rassemblement. Les visiteurs sont à prendre en charge par les membres du personnel leur ayant permis l'accès au bâtiment.

14.4. Les plans et consignes d'urgences sont à intégrer dans le registre de sécurité.

## **Article 15. - Moyens de secours et d'intervention**

### 15.1. Extincteurs portatifs

Pour le choix des extincteurs portatifs dans les locaux de séjour et les locaux de stockage, les extincteurs à mousse sont à préférer aux autres agents d'extinction.

Pour le calcul du nombre des extincteurs à installer, les locaux de séjour sont à considérer comme étant des locaux à risque incendie moyen et les locaux de stockage sont à considérer comme étant des locaux à risque incendie important.

### 15.2. Robinets d'incendie armés

Des robinets d'incendie armés ne doivent pas être prévus.

### 15.3. Détection incendie

Tous les établissements sont à équiper d'une installation de détection incendie automatique et d'alarme, susceptible de détecter et de signaler tout début d'incendie dans n'importe quel local, compartiment, dégagement et espace, y compris dans les compartiments techniques, les dépôts et les annexes.

L'installation automatique de détection incendie doit être conçue conformément aux normes EN 54, VDE 0833, NBN S21-100, règle R7 APSAD Française, NF S 61, ISO 8201 ou toute autre norme au moins équivalente.

### 15.4. Alerte

L'établissement sera raccordé directement aux services de secours via le Réseau Public de Transmission d'Alarmes (ALARMIS). Cette transmission peut être temporisée.

### 15.5. Alarme

Les alarmes sonores doivent être conçues de façon à ne pas effrayer les enfants et éviter tout risque de panique. L'alarme doit se dérouler discrètement, notamment par le biais de moyens de télécommunication susceptibles de contacter tous les membres du personnel concernés directement et rapidement (p.ex. détecteurs incendie avec flash intégrés).

## 15.6. Coffret à clef et tableau d'opération pour sapeurs-pompiers

L'installation d'un coffret à clef (« Feuerwehrschlüsselkasten ») et tableau d'opération pour sapeurs-pompiers (« Feuerwehrbedienfeld ») peut être demandée par le service d'incendie et de sauvetage compétent.

### **Article 16. - Registre de sécurité**

16.1. Le registre de sécurité doit être présenté, sur simple demande orale, au personnel de l'établissement ainsi qu'aux autorités de contrôle.

### **Article 17. - Réception et contrôles**

17.1. Les aires de sports et de jeux et tous ses équipements, agrès et installations doivent être réceptionnés par un organisme de contrôle agréé.

17.2. Quant aux réceptions des installations de sécurité, celles-ci sont à réaliser par un organisme de contrôle suivant les dispositions indiquées aux articles 17.2 et 17.3 des dispositions générales.

En ce qui concerne les contrôles périodiques des installations de sécurité (détection incendie, détection gaz, éclairage de sécurité, extincteurs, etc.), celles-ci sont à réaliser annuellement par un service compétent et tous les trois ans par un organisme de contrôle agréé.

Mise en vigueur, le 19 juin 2013

s.

Robert HUBERTY  
Directeur  
de l'Inspection du travail  
et des mines